

# contre l'austérité



millions de chômeurs était atteint, le SMIC n'a connu aucun coup de pouce alors que 10% des salariés sont smicards, et le mois de janvier a vu la hausse des tarifs: gaz, électricité, transports. Sans oublier la Modernisation de l'action publique, simple travail de sémantique cachant mal une RGPP\*.

Jean-Claude Mailly l'a constaté devant la presse, en marge du meeting: «La grogne commence à monter.» Imitant le candidat François Hollande lors du débat d'entre-deux-tours de la présidentielle: «Moi Secrétaire général de FO, je pense qu'il appar-

tient aux travailleurs et à leurs organisations syndicales de combattre l'austérité par tous les moyens, y compris la grève quand il le faut.»

L'actuel gouvernement est prévenu, quand viendra le débat annoncé sur les retraites FO dira «non» à tout report d'âge supplémentaire du droit à la retraite, sans renoncer aux 60 ans à taux plein, et «non» à tout allongement de la durée de cotisation, qu'il faudrait au contraire réduire.

## LE MEETING EN CHIFFRES

**5 000 militants**, sans compter ceux qui étaient debout, à l'intérieur de la Halle Freyssinet.

**72 cars** ont sillonné le pays pour conduire les provinciaux mobilisés, très tôt levés et tard couchés.

**5h30 du matin**, heure de départ de l'un des trois cars loués en Corrèze, celui de Tulle.

**2 euros par billet**. L'Union départementale de Haute-Loire a en effet eu l'idée de financer les sept bus reliant Paris ce jour-là par une souscription par lots.

**31 trains** et des centaines de places retenues dans les TGV pour amener des six coins de l'Hexagone adhérents et sympathisants des villes plus lointaines.

**4 revendications** fédéraient les militants montant à Paris: augmentation des salaires; stop aux licenciements et aux suppressions d'emplois; défense des conventions collectives et des statuts, stop à la RGPP, défense du service public.

## général de l'UGT met en évidence politiques d'austérité»

**FO hebdo: Comment?**

**Candido Mendez:** Nous appuyons toutes les grèves sectorielles. Il faut agir sur deux fronts simultanément, au niveau national et au niveau européen. Le mouvement syndical espagnol a pris position contre le pacte budgétaire européen. Nous avons également constitué, avec 150 autres organisations, ce que nous avons appelé un «sommet social», qui demande l'organisation d'un référendum sur la politique économique du gouvernement. Nous avons présenté des alternatives au niveau européen, en relation avec la Confédération européenne des syndicats, et des alternatives pour notre propre pays, que nous avons transmises au gouvernement, au patronat et à tous les groupes parlementaires. Nous mo-

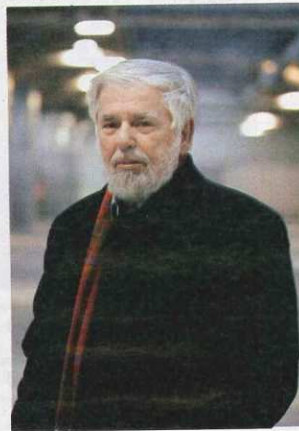
biliserons fortement pour la journée d'action européenne qu'organise la CES le 14 mars prochain.

**FO hebdo: En quoi est-il important pour vous d'être ici aujourd'hui?**

**Candido Mendez:** C'est un témoignage en direct de la solidarité ouvrière. Le fait que des syndicalistes de pays comme le mien et la Grèce, en grande difficulté, puissent intervenir aujourd'hui en France, et avec des syndicats de Belgique, c'est-à-dire au cœur de l'Europe politique, va permettre de faire passer un message fort, celui d'une volonté d'unité du mouvement syndical, pour défendre ce que l'ex-président brésilien Lula a qualifié un jour de patrimoine universel, à savoir le modèle social européen.

**FO hebdo: Il y a aujourd'hui encore à Athènes d'importantes grèves dans les transports. Comment expliquez-vous cette capacité de résistance inouïe du peuple grec?**

**Georges Dassis:** Nous avons fait 17 grèves générales en 18 mois. Et encore aujourd'hui, ces grèves dont vous parlez sont très dures. Nous avons une culture



## GRÈCE

Georges Dassis, responsable de la GSEE\*

## «Il faut résister et convaincre pour imposer»

de résistance très forte, qui s'est forgée au cours des deux derniers siècles. Il ne faut pas oublier, même si on en parle très peu aujourd'hui, que nous avons perdu près de 10% de notre population pendant la résistance contre les nazis.

**FO hebdo: Que vous inspire la déclaration d'un ministre grec: «Les énormes sacrifices des citoyens grecs ne sont pas perdus»?**

**Georges Dassis:** C'est ce que le gouvernement dit toujours. Mais la réalité est tout autre. La Grèce a été prise au piège des spéculateurs. En 2009, nous avions demandé la création d'un mécanisme de prêt aux pays en difficulté à des taux d'intérêt normaux. Mais rien n'a été fait. La Grèce a donc dû signer un premier mémorandum avec l'UE, la BCE et le FMI. Mais comment parler de solidarité européenne quand les autres pays prêtent à plus de 5% alors que le FMI lui-même, avec la réputation qu'on lui connaît, prête à 3%? Ce n'est pas de la solidarité, c'est une opération commerciale, surtout de la

part de pays, comme l'Allemagne, qui eux empruntent à moins de 2%. Mais je parle des gouvernements, pas des peuples. Le syndicat allemand a d'ailleurs défendu la même position que nous.

**FO hebdo: Que pensez-vous du pacte budgétaire européen (TSCG)?**

**Georges Dassis:** C'est la descente aux enfers. En Grèce, le salaire minimum, qui s'élevait à 720 euros avant le mémorandum, est tombé à 580 euros aujourd'hui. La négociation collective a été carrément supprimée. On risque de revenir à une situation comparable à celle de l'après-guerre. Il faut résister, mais il faut proposer et convaincre pour imposer. L'Europe a besoin d'une vraie politique industrielle, d'une vraie politique financière, d'une banque centrale qui ne regarde pas seulement la stabilité des prix. Il n'y aura pas de solution si on ne trouve pas un début de solution sur le plan européen.

\*Georges Dassis est également président du groupe des travailleurs au Comité économique et social européen.